

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 50 (1909), p. 29-39

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1909__50__29_0

© Société de statistique de Paris, 1909, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 2. — FÉVRIER 1909

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 JANVIER 1909

Sommaire — Installation du nouveau président : discours de M. Delatour, président sortant; discours de M. Payelle, président pour l'année 1909. — Adoption du procès-verbal de la séance du 16 décembre 1908. — Présentation d'un membre titulaire. — Correspondance. — Présentation d'ouvrages : M. le Secrétaire général, M. March, M. Bertillon: — Communication de M. le D^r Bertillon sur la repartition de la richesse en France, selon l'âge des habitants; discussion : MM Delatour, Cadoux, de Foville, March, Borel — Adoption d'un vœu proposé par M. de Foville. — Communication de M. Yves Guyot sur la part du capital et du travail dans la production, d'après Bastiat et Rodbertus.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. Albert DELATOUR, président.

M. le PRÉSIDENT se lève et prononce le discours suivant :

Discours de M. Albert Delatour, président sortant

MES CHERS COLLÈGUES,

J'arrive aujourd'hui au terme du mandat que vous m'aviez fait le très grand honneur de me confier, et je ne veux pas quitter ce fauteuil sans vous redire ma gratitude pour la marque d'estime que vous m'avez donnée, sans vous adresser aussi mes vifs remerciements pour la constante sympathie que vous m'avez témoignée au cours de cette année.

Je tiens à remercier surtout, et publiquement, les actifs collaborateurs de votre président, le secrétaire général M. Fléchey, le trésorier M. Matrat, le secrétaire des séances M. Huber. Tous trois se sont multipliés et ont vraiment bien simplifié ma tâche : leur éloge n'est plus à faire devant vous, mes chers collègues, qui êtes les témoins constants de leur compétence, de leur activité et de leur dévouement inlassable à notre Société. C'est avec un bien vif regret que votre Conseil a dû se résigner à envisager la retraite de M. Fléchey de ses fonctions de secrétaire général dans lesquelles il rend tant de services; la combinaison qu'a bien voulu accepter notre confrère assure heureusement, pour une partie de l'année encore, le concours

de son expérience, qui sera particulièrement précieuse pour l'organisation des fêtes qui se préparent.

L'activité de notre Société s'est manifestée par d'intéressantes communications. J'ai à peine besoin de rappeler les suivantes :

MM. LEVASSEUR. — *La Statistique graphique de l'Enseignement secondaire.*

YVES GUYOT. — *L'Or dans le monde.*

LUCIEN MARCH. — *La Statistique des salaires.*

SCHELLE. — *Les Industries d'Etat.*

Alfred NEYMARCK. — *Les Emissions d'obligations des chemins de fer français depuis 1885.*

DESROYS DU ROURE. — *Les Contributions indirectes et les taxes de remplacement à Paris.*

MALZAC. — *Les Ilots fonciers de la propriété non bâtie.*

CADOUX. — *Les Progrès économiques des pays scandinaves.*

MEURIOT. — *Buenos-Ayres ; La Petite ville française ; La Démocratisation de la vitesse.*

Le D^r PAPILLON. — *Un Projet de voie navigable de Nantes à Bâle.*

Enfin l'étude de M. ROULLEAU, sur la *Crise américaine.*

Notre Journal a publié, en outre, d'importantes études, celles de :

MM. TISSERAND. — *L'Agriculture danoise.*

LUCIEN MARCH. — *La Terminologie en statistique.*

Maurice BELLOM. — *Le Coût de la vie en Angleterre, puis en Allemagne ; Statistique de la morbidité professionnelle.*

CADOUX. — *L'Approvisionnement de Paris en viande.*

Maurice YVERNÈS. — *L'Alcoolisme et la criminalité.*

Il a aussi reproduit une magistrale leçon d'ouverture de M. Levasseur, à son cours de l'École des sciences politiques.

Enfin ses chroniques et ses notices bibliographiques sont pleines de renseignements qu'ont réunis avec une grande compétence, dans un style élégant et précis, nos collègues MM. Maurice Bellom, Hertel, Roulleau et Maurice Yvernès, qui méritent tous nos remerciements pour leur intelligente activité.

Ce sont là d'importantes études qui appellent de plus en plus l'attention non seulement du monde savant, mais encore du monde des affaires et des hommes politiques, heureux de trouver là d'utiles matériaux. Aussi notre Société vient-elle d'être honorée une fois de plus d'un Grand prix, à l'Exposition franco-britannique. D'autre part, il nous est venu cette année de précieuses demandes d'admission, de MM. Maurice Berteaux, Audiffred, de Mattarel, Sergent, Hamon, Aucey, Lanusse, Pierre Neymarck.

Ces nouvelles adhésions ne nous feront pas oublier les pertes douloureuses, hélas ! que nous avons subies en 1908 : tout d'abord celle de M. Mercet, notre ancien président, qui s'intéressait tant à la vie de notre Société et qui a tenu à lui perpétuer son concours en lui attribuant un legs important. J'ai dit, à ce moment, au nom de la Société, le vide profond que laisse parmi nous l'homme d'action, l'homme d'étude et l'homme de bien qu'était Emile Mercet. J'ai eu également à rappeler, au cours de cette année, les mérites de M. Eugène Pereire, de M. Prunget, de M. Bertrand, de M. Rochetin, de M. Limousin fils, qui nous ont été aussi successivement enlevés et dont nous déplorons vivement la disparition ; enfin, dans notre dernière séance, j'ai eu la douleur de vous annoncer la mort de M. von Inama Sternegg, président de l'Institut international de Statistique, qui était attaché à notre Société par le titre de membre associé.

Ce ne sont pas seulement des collègues aimés ou vénérés qui nous ont quittés, ce sont, pour la Société de statistique, des forces anéanties. Heureusement, tous les anciens ne disparaissent pas : il en reste dont la verte vieillesse est encore plus productive que la pleine maturité. C'est ainsi que nous avons célébré le 6 décembre les quatre-vingts ans de M. Levasseur, en même temps que le quarantième anniversaire de son entrée à l'Institut, et j'ai eu l'honneur de prendre la parole au Collège de

France au nom de la Société. Cette cérémonie fut inoubliable : elle est de celles que l'on n'analyse pas, aussi avons-nous décidé de publier intégralement dans notre Journal le remarquable discours de M. de Foville, président du comité. Vous y trouverez également les paroles que j'ai prononcées en votre nom, mais en les disant, j'avais le sentiment profond que je n'étais qu'un interprète insuffisant des sentiments que nous professons tous pour notre éminent maître (1).

Nous avons fêté aussi notre collègue, M. Charles Laurent, qui a été chargé par le gouvernement turc de réorganiser les finances de l'Empire ; nous avons déjà appris par les journaux des manifestations de sa féconde activité.

Enfin nous avons eu à applaudir à la nomination de M. Payelle, conseiller d'État en service extraordinaire et directeur des contributions directes, qui a été appelé aux hautes fonctions de procureur général près la Cour des comptes. Le gouvernement de la République a marqué par son choix en quelle estime il tient le fonctionnaire éminent, d'un caractère plein de droiture et dont les hautes qualités de direction s'étaient affirmées avec éclat dans les postes les plus élevés de l'administration des finances. Vous, mes chers collègues, vous avez manifesté par le vôtre, en appelant M. Payelle à la présidence de notre Société, combien vous appréciez l'homme d'étude, le statisticien scrupuleux et éclairé qui a été, à la tête de l'administration des contributions directes, le digne continuateur d'Émile Boutin, comme il le sera à ce fauteuil, l'homme aimable et, il me permettra de le dire aussi, l'élégant orateur qu'il vient de nous révéler dans le discours qu'il a prononcé, il y a trois mois, à l'audience solennelle de rentrée de la Cour des comptes.

Ces qualités sont particulièrement précieuses chez le président qui aura cette année à recevoir nos hôtes étrangers de l'Institut international de statistique à l'occasion de la session de Paris et du cinquantième anniversaire de notre Société. Il m'est donc particulièrement agréable de remettre en ce moment entre ses mains le mandat que vous aviez bien voulu me confier et dont je vous reste, mes chers collègues, infiniment reconnaissant. (*Applaudissements.*)

M. DELATOUR invite alors M. Payelle à prendre le fauteuil de la présidence et reprend sa place au milieu de ses collègues qui l'accueillent avec empressement.

M. PAYELLE prononce le discours suivant :

Discours de M. Payelle, président pour l'année 1909

MESSIEURS,

Ce n'est pas sans quelque appréhension que je recueille aujourd'hui le grand honneur de présider la Société de statistique de Paris. Si je n'avais pris conseil que de mes préférences, j'aurais laissé à d'autres, plus autorisés par les savants travaux qui les ont signalés à votre estime, le soin de prendre en mains vos intérêts, pendant un exercice marqué d'avance par deux faits qui sont pour vous considérables : c'est en 1909, en effet, que notre institution célébrera son cinquantième anniversaire, en même temps qu'elle sera appelée à recevoir à Paris les statisticiens les plus illustres de l'étranger, à l'occasion de la douzième session de l'Institut international de statistique. Il importe assurément que notre cinquantenaire soit marqué lui-même par des travaux et des discussions dignes de la Société, de son brillant passé et du renom qu'elle s'est légitimement acquis dans le monde savant. Il importe également que l'Institut international de statistique trouve à Paris le même accueil généreux et fraternel que lui ont réservé les autres capitales de l'Europe, lors de ses précédentes sessions, et que l'hospitalité qui lui sera donnée ici fasse honneur à la France et à la science française.

Je ne me dissimule pas combien votre appui me sera nécessaire pour remplir ma

(1) Voir le présent Journal, numéro de janvier 1909, pages 6 et 8.

tâche difficile, mais je suis convaincu qu'il me sera donné sans réserve. Je sais pouvoir compter d'abord sur l'assistance d'un conseil où vos statuts, par une disposition dont je n'ai jamais si bien apprécié la sagesse, appellent à siéger tous vos anciens présidents, c'est-à-dire des maîtres de la statistique française qui ne ménageront pas au nouveau président le secours de leur expérience. Je sais pouvoir compter sur mon ami, M. Delatour, qui, pendant l'année écoulée, a apporté à la défense de nos intérêts et à la direction de nos séances le même talent, les mêmes qualités d'administrateur, la même puissance de travail qui lui ont valu, à la tête du grand service financier où il est placé, une autorité justement reconnue. Il ne se désintéressera, j'en suis sûr, d'aucune des questions dont il a si heureusement commencé l'étude, au cours d'une présidence que personne, autant que moi, ne déplore de voir arrivée à son terme.

Je sais enfin combien je puis faire état de la collaboration de notre distingué secrétaire général M. Fléchet, à qui vos suffrages unanimes ont maintenu presque malgré lui ses délicates fonctions, pour une période où sa compétence et son dévouement seront si nécessaires à notre Société.

Peut-être vous êtes-vous souvenus, Messieurs, en m'appelant à ce fauteuil, que, pendant les quelques années que j'ai passées à la tête de l'Administration des contributions directes, je me suis efforcé de fournir un élément utile aux statistiques financières, sous la forme d'une publication annuelle dont plusieurs d'entre vous ont bien voulu approuver la disposition. Je ne me fais pas d'illusions sur l'importance de ce travail, d'ailleurs limité à une partie seulement de la statistique fiscale de la France. Et la vérité, plus encore que la modestie, m'oblige à dire que je n'ai pas été le créateur de cette publication ; le mérite en revient à un de mes prédécesseurs, à un homme dont le nom n'est pas plus oublié dans cette enceinte que dans l'administration qu'il a longtemps dirigée, au regretté Emile Boutin. Je me suis borné à continuer le sillon qu'il avait creusé, et si j'ai parfois tenté d'aller plus loin, dans des directions où j'apercevais de nouvelles terres à fouiller, je me suis servi des mêmes instruments qu'il avait forgés, je n'ai fait qu'imiter son effort consciencieux. Peut-être avez-vous pensé qu'il faut savoir gré aux administrations financières, chargées de lourds travaux dont dépendent des recettes considérables, de s'astreindre encore, par surcroît, à des travaux d'une nature plus spéculative et, disposant, grâce à leurs documents, à leurs enquêtes, à leurs sondages, de données précises et d'expériences toutes faites, de les grouper, de les mettre en ordre et d'en tirer la matière de recueils où le savant et le législateur trouveront de profitables enseignements.

A vrai dire, les administrations financières feraient preuve d'une ingratitude coupable envers la statistique en lui refusant le contingent d'informations que le jeu de leurs attributions met à leur portée. Le Ministère des finances, s'il est, dans toute la mesure de ses moyens, un producteur de statistique, en est devenu, depuis quelques années surtout, un consommateur insatiable. Entre lui et vous, Messieurs, que d'échanges où il n'est pas toujours le moins heureusement partagé ! Que d'études pour lesquelles votre concours lui est précieux ! La réforme de nos impôts directs, pour ne parler que de celle-là, met en cause tant d'intérêts, elle touche à tant de problèmes économiques, à tant de problèmes sociaux et moraux, peut-être à tant de problèmes politiques, qu'on ne saurait raisonnablement l'aborder, dresser des plans, élaborer des textes qu'à la lumière de renseignements de valeur éprouvée permettant de mesurer, au moins approximativement, les incidences et les répercussions. L'inventaire de la fortune nationale n'existe point, et c'est de la fortune nationale qu'il s'agit. Du moins la statistique a-t-elle réuni, à force de patience et de pénétration, les données numériques les plus indispensables sur la répartition des richesses et des revenus, sur la distribution des valeurs mobilières et immobilières, sur la composition du portefeuille français, sur la production industrielle, commerciale, agricole, sur les professions de métiers, les bénéfices professionnels, les salaires, sur la composition des familles, le prix de la vie, sur tant de questions enfin auxquelles la réforme fiscale se heurte incessamment.

Mais ce n'est pas seulement dans les matières de la fiscalité que le rôle de la statistique apparaît comme essentiel. Dans toutes les voies ouvertes aux entreprises de la civilisation contemporaine, elle est un instrument indispensable de progrès. Pour tous ceux qui ne se paient ni de mirages ni de miracles, pas de réformes qui soient vraiment durables et fécondes si elles ne sont pas fondées sur la base d'observations statistiques soigneusement recueillies et mûrement méditées, sur les enseignements, sur les prévisions même de la statistique. Les réformes, on l'a dit, sont toujours simples à l'état d'idées pures, mais ne sont-elles pas plus nuisibles qu'utiles aux intérêts qu'elles visent à servir lorsqu'elles se brisent ou se faussent dès leur premier contact avec les réalités vivantes ?

Un écrivain du siècle passé professait que « la statistique a plus éclairé l'étude de la nature que toutes les sciences réunies ». C'est peut-être beaucoup prétendre. Mais elle est incontestablement une des sciences les plus propres à servir la cause de la civilisation. Le *gnôthi seauton*, que les sages de l'Antiquité considéraient comme le premier mot de la philosophie, est aussi le premier mot des sciences politiques. C'est aux nations surtout qu'il importe de se connaître. La statistique leur en offre le moyen le plus sûr et le plus direct. Elle leur présente un miroir où elles voient se dresser leur portrait exact et fidèle, reproduisant non seulement leurs traits physiques, mais ce qui est l'expression même, le reflet de leur vie intellectuelle et morale. Sans doute il est essentiel que le miroir soit lui-même exact et fidèle. Un miroir brisé ou défectueux ne donnerait que des images déformées et trompeuses. C'est pourquoi j'inscrirais volontiers, à côté du *gnôthi seauton* qui pourrait être la devise du statisticien, celle qu'un de nos Présidents les plus éminents a retrouvée sur les jetons de nos anciennes chambres des comptes, le *noscenda mensura sui* qui rappelle en même temps la nécessité de savoir se prendre mesure à soi-même.

Ainsi, pour être vraiment un instrument de progrès, il faut que la statistique soit avisée, prudente et que ses informations, par leur valeur, soient propres à éclairer le législateur sur les véritables intérêts du pays. L'empirisme est ici particulièrement dangereux. L'explorateur qui s'aventure à travers le dédale des faits et des phénomènes de la vie sociale s'y perdrait fatalement s'il n'avait pour s'y diriger le fil conducteur des principes et de règles solides. C'est surtout en cette matière qu'il vaut mieux « ne jamais songer à chercher la vérité que de le faire sans méthode ». L'observation, même attentive, des faits, ne suffit pas. Il faut les classer judicieusement, suivant leurs caractères propres, à l'aide de définitions ne prêtant à aucune confusion. Il faut les analyser avec clairvoyance, déterminer les relations qu'ils ont entre eux, en suivre l'enchaînement, dégager peu à peu les lois dénoncées par le retour des mêmes phénomènes. « Un phénomène, une expérience ne peuvent rien prouver, a dit Goethe ; c'est l'anneau d'une grande chaîne, lequel n'a de valeur que par la liaison ». Le statisticien sera nécessairement un logicien. Ses dénombrements ne le conduiraient à aucun résultat appréciable s'il négligeait le rôle de l'induction, si important dans les sciences expérimentales. Son « pragmatisme » sera fait d'observation et de logique.

La statistique, depuis un demi-siècle, a réalisé des progrès considérables. Ses méthodes se sont affirmées. Elle a maintenant ses lois et ses règles, sans le secours desquelles nul ne s'aviserait plus de travailler en son nom. Elle a fait une autre conquête, celle de l'opinion publique, longtemps réfractaire, et qui, mieux éclairée enfin, initiée peu à peu aux recherches des statisticiens, a cessé de railler ce qu'elle a commencé à comprendre. Au Parlement, la statistique n'est plus la méconnue d'autrefois, et le temps est passé où un homme d'État la définissait de la façon irrévérencieuse que vous savez. Est-il téméraire de penser, Messieurs, que la Société de statistique de Paris n'est pas étrangère à ces résultats heureux ? A passer en revue ses travaux, à constater la variété de ses enquêtes, l'abondance des productions par lesquelles s'affirme l'activité de ses membres, on se convainc aisément des grands services qu'elle rend aux sciences politiques et, par là même, à la cause du bien public.

Sans doute elle n'a pas réalisé tous les progrès. Il lui en restera toujours à tenter,

car son domaine est immense et s'étend chaque jour davantage. Quelle science au surplus pourrait se flatter d'avoir dit son dernier mot ? L'inconnu nous entoure et nous étreint de toutes parts. Mais l'inconnu n'est pas nécessairement l'inconnaissable. Travaillons avec obstination, cherchons la vérité et, si la moisson ne lève pas toujours à notre gré dans les champs parfois arides de nos investigations, renouvelons l'effort sans perdre jamais le courage ni l'espérance. Là est le devoir du savant. Là est aussi le secret de ses victoires et de ses revanches.

Schopenhauer, dans un passage célèbre, fait converser sur des sujets de métaphysique Démophèle, le dupeur du peuple, et Philalèthe, l'ami de la vérité. Quels dialogues édifiants ne pourrait-on prêter aux mêmes contradicteurs, en les mettant aux prises des sujets de sociologie ! Je laisserai Démophèle à ses erreurs volontaires, en me persuadant d'ailleurs que nous chercherions vainement dans la réalité le personnage imaginé par le grand pessimiste allemand. Mais je retiendrai Philalèthe, je l'inviterai à s'arrêter parmi nous et à prendre part à nos discussions. J'en fais volontiers un statisticien comme il en est ici, n'écoutant que la raison, ne livrant rien au hasard ni à l'exigence du moment, pratiquant la généreuse ardeur et le désintéressement du savant, ayant au plus haut degré le respect de la science et le culte de la vérité. (*Applaudissements.*)

La séance continue, et M. le PRÉSIDENT met aux voix le procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté sans observations.

M. le Président annonce la candidature, à titre de *membre titulaire*, de M. DEVILLE-CHABROLLE, statisticien adjoint au service de la statistique générale de la France, présenté par MM. March et Huber. Conformément au règlement, il sera statué sur cette candidature à la prochaine séance.

M. le président fait part à la Société de la nomination de M. Arthur Fontaine, directeur du travail, au grade d'inspecteur général des mines hors cadres ; il adresse, au nom de la Société, ses vives félicitations à notre ancien président.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne lecture d'une circulaire du Ministère de l'instruction publique, relative aux facilités de transport accordées aux membres des Sociétés savantes, à l'occasion du prochain congrès déjà mentionné, qui s'ouvrira à Rennes le 13 avril prochain. Il invite ceux des collègues qui désireraient y assister, à lui faire parvenir, dès maintenant, leur nom, en vue de la délivrance des billets à prix réduit.

Il présente ensuite les ouvrages reçus depuis la dernière séance, et dont on trouvera la liste page 64. Il signale en outre une note de notre collègue, M. Bernard, sur l'*emploi des machines à calculer pour l'établissement des travaux statistiques*, qui, conformément au désir de l'auteur, fera l'objet d'une communication dans une séance ultérieure.

M. Lucien MARCH présente à la Société le tableau du mouvement de la population de la France au cours du premier semestre de 1908.

Le *Journal officiel* du 17 janvier, dit l'orateur, vient de publier un tableau du mouvement de la population de la France par départements et par arrondissements, durant le premier semestre de l'année 1908 (1). C'est la première fois qu'un semblable tableau est produit ; il suit encore de plus de six mois la fin du semestre auquel il s'applique, mais il y a lieu d'espérer que les administrations locales se conformeront de mieux en mieux aux instructions et que les délais de publication pourront encore être réduits.

Ce premier tableau nous apporte aussi l'espoir d'une certaine amélioration de notre état démographique. Durant les dernières années, nous avons enregistré des résultats attristants ; malgré l'accroissement continu du nombre des mariages, depuis 1903 le nombre des naissances ne cessait de diminuer et, depuis 1905, le nombre des décès grandissait chaque année.

1908, heureusement, nous donne déjà, pour le premier semestre, 8 000 mariages

(1) Voir aussi le *Journal officiel* du 20 janvier (Erratum).

de plus que 1907 (162 500 au lieu de 154 000), 8 000 naissances de plus (411 400 enfants vivants au lieu de 402 700) et 56 000 décès de moins (402 000 environ au lieu de 458 000).

Ces mouvements ne sont pas localisés dans quelques régions, ils sont signalés de toutes parts et par conséquent l'on peut prévoir que l'année entière 1908 sera sensiblement meilleure que les précédentes.

M. MARCH présente ensuite un ouvrage de M. Edmond Michel, inspecteur du Crédit foncier. Cet ouvrage compose le tome III d'une série de volumes que l'auteur compte publier sous le titre : *Etudes statistiques, économiques, sociales, financières et agricoles*. Il porte le titre : *La Propriété*, et en sous-titre : *Évaluation de la fortune privée, enquête sur la propriété non bâtie et bâtie*, enquête agricole.

M. de Foville a bien voulu écrire la préface de cet ouvrage dont le Journal publiera un compte rendu.

M. le D^r BERTILLON demande la parole, au sujet de l'accroissement du nombre des mariages mentionné par la statistique officielle. Il fait observer que ce mouvement, qui se faisait déjà sentir depuis quelques années, a reçu une nouvelle impulsion du fait de la loi de 1907, qui simplifie les formalités du mariage. Le même phénomène s'est produit en Belgique, lorsque a été supprimée, pour les conjoints, dès leur majorité, l'obligation de produire la preuve du consentement de leurs parents.

L'ordre du jour appelle ensuite la communication de M. le D^r Bertillon, sur la *Répartition de la richesse en France, selon l'âge des habitants*.

M. le D^r BERTILLON a utilisé la statistique du nombre des successions d'après l'âge de l'auteur, publiée pour la première fois en 1907. Le rapport de ces chiffres au nombre total des décédés du même âge exprime la proportion de propriétaires existant à chaque âge, proportion d'ailleurs plutôt inférieure que supérieure à la réalité, la mortalité des possédants étant plus faible que celle des gens qui ne possèdent rien.

Cette proportion, très faible jusqu'à 25 ans, puisque les enfants ne possèdent généralement rien, même dans les familles riches, grandit avec l'âge. Entre 50 et 70 ans, les trois quarts des décédés possèdent un bien quelconque ; la proportion diminue ensuite dans l'extrême vieillesse, probablement parce qu'un certain nombre de vieillards en ont été réduits par la maladie et le besoin à consommer la totalité de leur bien.

La proportion des propriétaires est loin d'être constante dans toutes les régions de la France. Ainsi, pour le département de la Seine, le nombre relatif des possédants se montre, à tous les âges, inférieur de moitié à celui de l'ensemble du pays. Ce sont les très petites successions qui y sont particulièrement rares, les grosses fortunes étant, par compensation, plus nombreuses.

En général, dans les grandes villes, la proportion des possédants est relativement faible ; elle est, au contraire, beaucoup plus élevée dans les Alpes, et dans une douzaine de départements situés au sud-est et au sud-ouest de Paris. L'absence d'une statistique analogue à l'étranger ne permet d'ailleurs pas d'établir de comparaison internationale ; mais l'orateur incline à croire que la proportion serait plus faible au dehors qu'en France, celle-ci étant par excellence le pays de l'épargne.

Il pense également que ce nombre élevé de possédants contribue à expliquer la faible natalité française ; même une très petite propriété suffit pour donner à une famille l'âme du propriétaire, absorbé par la crainte de diviser son bien ou de le perdre et par le désir de le grossir.

La statistique utilisée par M. Bertillon permet également d'évaluer le nombre des indigents aptes à profiter des dispositions de la loi sur l'assistance aux vieillards. Le recensement donne le nombre de 1 866 611 vieillards de plus de 70 ans ; un quart d'entre eux, soit 466 611, n'ont aucune propriété. Tel est à peu près le nombre des vieillards indigents, car, si certaines personnes possèdent un bien si faible qu'il ne peut suffire à les faire vivre, d'autres, sans laisser aucune succes-

sion, ne sont pas indigentes, tels les vieillards qui ont une rente viagère ou vivent chez leurs enfants, d'où une sorte de compensation.

En terminant, l'orateur exprime l'intérêt qu'il y aurait à trouver dans la nouvelle statistique, en face du nombre des successions provenant d'auteurs d'un âge donné, la répartition de ces successions d'après leur importance.

M. DELATOUR fait observer que, dans certains départements, presque tout le monde est propriétaire, mais qu'un certain nombre d'habitants ne peuvent tirer de leur bien des ressources suffisantes pour vivre, sans quoi l'assistance aux vieillards ne trouverait pas d'application dans ces régions, ce qui n'est pas le cas. D'ailleurs, un propriétaire, se trouvant dans la gêne, peut être cependant dans l'impossibilité de réaliser son bien ; un immeuble est parfois difficile à vendre, surtout dans les campagnes, où, en raison de la dépopulation, il y a souvent des maisons vacantes ; la présence d'une hypothèque peut aussi gêner cette réalisation.

M. CADOUX confirme cette observation pour un certain nombre de villages du département de l'Yonne, où il n'existe pas d'indigents, chaque habitant pour ainsi dire possédant une propriété.

M. DE FOVILLE cite un travail de M. Bernard Mallet, publié par le Journal de la Société Royale de statistique de Londres, dans lequel le montant total et moyen des successions est donné suivant l'âge du décédé ; on peut ainsi procéder avec plus de précision à l'évaluation de la fortune du pays. Il propose à la Société d'émettre le vœu que la Direction générale de l'enregistrement publie une statistique analogue.

Le vœu est adopté à l'unanimité ; M. le Président se charge de le transmettre à M. le ministre des finances.

M. Lucien MARCH dit qu'il faut savoir gré à M. Bertillon d'avoir appelé l'attention de la Société sur le nouveau tableau, si instructif, de l'administration de l'Enregistrement. La Société de statistique peut d'autant mieux se féliciter du progrès réalisé qu'elle y a contribué sans aucun doute en appelant à diverses reprises l'attention des administrations financières sur le besoin d'indications susceptibles de faciliter le calcul de la fortune du pays au moyen de l'annuité successorale.

Avant d'aborder ce point particulier, M. March demande à M. Bertillon s'il ne pourrait, dans la suite de son travail, déterminer, pour les pays étrangers, le rapport du nombre des successions au nombre des décédés. Il est vrai que le même rapport calculé âge par âge serait plus intéressant ; à défaut de la connaissance des âges, le simple rapport tous âges réunis ne serait pourtant pas sans intérêt.

Mais la nouvelle statistique de l'enregistrement apporte quelque lumière sur un point demeuré jusqu'à présent quelque peu obscur : quel est le multiplicateur à adopter quand on veut évaluer l'ensemble des fortunes privées d'après la valeur de l'annuité successorale ?

M. de Foville avait admis autrefois le multiplicateur 35 ou 36. Les estimations de M. March⁽¹⁾, d'après les chiffres de l'enregistrement que vient de rappeler M. Bertillon, portent à admettre un chiffre moins élevé, trente ans au maximum.

Pour obtenir un multiplicateur plus exact, il faudrait connaître l'intervalle moyen de deux mutations successives de la même propriété. Ce renseignement serait peut-être difficile à obtenir, mais l'enregistrement devrait, au moins une fois, faire connaître la répartition par âge des héritiers, en même temps que celle des « *de cujus* », en ayant soin de procéder par coupures d'âge rationnelles. Et comme l'âge des auteurs ainsi que l'âge des héritiers varient très probablement suivant l'importance des successions, il serait préférable d'utiliser plusieurs multiplicateurs qu'il serait facile de calculer si l'enregistrement déférait au vœu qui vient d'être émis.

M. BOREL fait remarquer que la proportion du nombre des successions au nombre des décès varie avec l'âge suivant la même loi pour le département de la

(¹) Voir à titre de complément d'information l'étude de M. March relative à cette question, publiée dans le présent numéro, page 38, comme Annexe au procès-verbal.

Seine que pour l'ensemble de la France. Il en résulte que si l'on convient d'admettre cette même loi pour les pays étrangers, on peut en déduire tout au moins une indication sur la répartition des successions par âge à l'étranger.

Il croit en outre que l'abaissement de la proportion des successions pour les âges élevés est dû à la prédominance de la population féminine à ces âges.

M. DE FOVILLE est d'accord avec M. March au sujet du coefficient à appliquer à l'annuité successorale. Il estime que le multiplicateur 35 doit maintenant être réduit. En France, la durée de la génération diminue avec la natalité; les enfants de chaque ménage devenant moins nombreux, l'âge moyen de leur naissance se trouve par suite plus rapproché du mariage des parents. Pour l'Angleterre, M. Bernard Mallet évalue ce coefficient à 24; MM. Lake et Harris arrivent au chiffre de 29.

La discussion paraissant épuisée, M. le Président donne la parole à M. Yves Guyot pour sa communication sur *la part du capital et du travail dans la production, d'après Rodbertus et Bastiat*.

M. Yves GUYOT met en opposition deux opinions de Bastiat et de Rodbertus. D'après Bastiat, à mesure que les capitaux s'accroissent, leur part absolue dans les produits totaux augmente, mais leur part relative diminue; les travailleurs voient augmenter leur part dans les deux sens. Au contraire, suivant Rodbertus et son traducteur français, M. Chatelain, professeur au lycée de Nancy, l'accroissement de la productivité du travail entraîne la réduction du salaire de la classe ouvrière à une fraction de plus en plus petite du produit social.

Des chiffres du *Census* américain de 1900 relatif à l'industrie cotonnière aux États-Unis, M. Yves Guyot conclut que, de 1880 à 1900, le capital engagé a augmenté de 112 %, le nombre des salariés de 63 %, le total des salaires de 91 % et la valeur des produits de 60 % seulement. Or, la quantité produite a évidemment augmenté au moins proportionnellement au capital; il y a donc eu une baisse de prix dont ont bénéficié les consommateurs. De même, les salaires ont grandi plus vite que le nombre des ouvriers; la différence a été prélevée sur les produits du capital. Ces faits sont en contradiction avec l'assertion de Rodbertus.

M. Chatelain ayant contesté ces conclusions, M. Yves Guyot a d'abord étendu ses recherches à la période 1860-1905. La valeur des produits est supérieure à la valeur du capital: en 1860, de 88 %; en 1905, de 30 %, soit 58 % de diminution; tandis qu'elle était supérieure au total des salaires: en 1860, de 370 %; en 1905, de 461 %, soit 91 % d'augmentation. La part de l'unité de capital a été abaissée, pendant que la part de l'unité de travail a été élevée, le salaire annuel par ouvrier ayant passé de 259 à 487 dollars.

Répondant à de nouvelles objections, et considérant cette fois l'industrie métallurgique des États-Unis pour la période 1890-1905, M. Yves Guyot constate que les salaires par ouvrier ont augmenté de 13 %, tandis que le taux du revenu a diminué de 7 %. Même en rapportant tous les chiffres de la statistique à un nombre égal d'ouvriers pour les deux dates, comme le fait M. Chatelain, on constate que le capital aurait augmenté de 58 %, et le revenu de 32 % seulement, ce qui correspond bien à une réduction du taux du revenu.

Enfin, pour l'ensemble des industries, de 1890 à 1905, le taux du revenu de 100 francs de capital a baissé de 25,8 à 19,5, soit 24 % de diminution; au contraire, le salaire par ouvrier s'est élevé de 445 à 490 dollars, soit 10 % d'augmentation. La part des salaires dans la valeur des produits est tombée de 20 à 17 %; il est évident, en effet, que les progrès de l'outillage ont diminué la part de la main-d'œuvre dans les frais de production.

Rodbertus et M. Chatelain se figurent que tout progrès de ce genre enlève de l'ouvrage aux ouvriers; cette théorie est démentie par les faits, car de 1890 à 1905, le nombre des ouvriers aux États-Unis a augmenté de 44 %, et le salaire individuel de 11 %.

En résumé, comme l'affirme Bastiat, la part relative du capital dans le produit total diminue; au contraire, la part de l'ouvrier augmente, alors même que la part globale du salaire diminue relativement à la valeur de la production.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Yves Guyot de sa très intéressante communication, dont la discussion est renvoyée à la séance de mars.

La séance est levée à 11 heures.

Le Secrétaire général,
E. FLÉCHEY.

Le Président,
G. PAYELLE.

II

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL

RÉPARTITION DES AUTEURS DES SUCCESSIONS SUIVANT LEUR AGE INTERVALLE MOYEN DES MUTATIONS SUCCESSIVES

Le tableau de répartition publié en 1906 par la Direction générale de l'enregistrement, dont M. Bertillon a reproduit les chiffres dans sa communication, ne comporte que sept catégories d'âge, ce qui est bien peu surtout aux âges extrêmes et ce qui rend difficile le calcul approximatif de l'âge moyen. Pour y parvenir nous avons déterminé par interpolation graphique une répartition d'après des divisions d'âge échelonnées de cinq en cinq ans.

Dans le tableau ci-dessous nous avons inscrit, à côté des nombres fournis par l'interpolation, le nombre des décédés aux mêmes âges en 1906, puis les pourcentages correspondants.

Nombre des décédés en 1906 par âge; nombre évalué de ceux qui ont laissé une succession

Ages	Ensemble des décédés	Ont laissé une succession		Distribution proportionnelle des décédés majeurs	
		Nombre absolu (évaluation)	Pour cent	Ensemble	Laisant une succession
0 à 5 ans . . .	159 624	300	0	»	»
5 à 10 — . . .	13 072	1 200	9	»	»
10 à 15 — . . .	9 506	2 352	25	»	»
15 à 20 — . . .	16 328	4 200	26	»	»
20 à 25 — . . .	22 102	6 000	27	38	17
25 à 30 — . . .	22 325	8 000	36	39	53
30 à 35 — . . .	23 339	10 500	45	39	30
35 à 40 — . . .	23 964	13 442	54	41	39
40 à 45 — . . .	27 804	16 261	59	48	47
45 à 50 — . . .	30 738	20 000	65	53	57
50 à 55 — . . .	34 610	25 507	74	60	73
55 à 60 — . . .	42 082	31 200	74	72	90
60 à 65 — . . .	55 102	40 000	73	95	115
65 à 70 — . . .	66 125	45 712	69	112	131
70 à 75 — . . .	75 287	46 000	61	130	132
75 à 80 — . . .	73 832	43 560	59	127	125
80 à 85 — . . .	52 572	28 740	55	91	83
85 à 90 — . . .	24 427	11 000	45	42	31
90 à 95 — . . .	6 343	2 036	32	11	6
95 ans et plus . .	1 014	300	30	2	1
Totaux. . . .	780 196	356 310	46	1 000	1 000
Age moyen . . .	46 ans 1 mois	61 ans 7 mois		61 ans 8 mois	65 ans 8 mois
Indice de la dispersion : 50 % des décédés dans un intervalle de.				22 ans	20 ans 11 mois

L'âge moyen calculé d'après les nombres de ce tableau est de 61 ans 7 mois pour les décédés qui laissent une succession et seulement de 46 ans 1 mois pour l'ensemble des décédés.

Les premiers sont donc moyennement beaucoup plus âgés que les seconds, mais cela tient surtout aux enfants qui fournissent un nombre considérable de décès dont bien peu donnent lieu à l'ouverture d'une succession.

Si l'on compare les décédés majeurs seulement, l'âge moyen des propriétaires de biens n'est alors supérieur que de quatre ans à l'âge moyen de l'ensemble des décé-

dés. Comme on peut s'en rendre compte par la comparaison des deux colonnes qui présentent la distribution proportionnelle des deux catégories de décédés, l'âge normal est à peu près le même dans les deux catégories, mais la dispersion autour de cet âge normal est plus étendue dans l'ensemble des décédés que dans le groupe des auteurs de successions. C'est une conséquence de ce fait que le nombre relatif des décédés qui laissent une succession est plus grand avant l'âge normal de la mort qu'après.

La nouvelle statistique de l'enregistrement permet de contrôler la valeur du multiplicateur dont on s'est souvent servi pour évaluer l'importance des fortunes privées d'après le chiffre de l'annuité successorale.

La statistique ne faisant pas connaître les âges des héritiers, nous supposerons pour l'instant que ceux-ci se distribuent par âge comme la masse des habitants. S'il en était ainsi, leur âge moyen serait d'environ 32 ans 2 mois (d'après les résultats du recensement de 1901). L'écart entre cet âge moyen et l'âge moyen des auteurs de succession, 29 ans et demi, représenterait alors l'intervalle moyen de deux mutations et par conséquent une valeur approchée du multiplicateur cherché. Mais puisque les auteurs de successions majeurs sont plus âgés que les décédés majeurs de la population totale, il est vraisemblable que leurs héritiers sont aussi plus âgés que la masse des habitants. L'âge moyen de ces derniers est donc, semble-t-il, plus élevé que l'âge moyen des habitants et par suite le multiplicateur 29,5 serait plutôt trop élevé.

On sait que, jusqu'à présent, on avait admis un chiffre sensiblement supérieur, le moins élevé de ceux qui ont été proposés étant basé sur la durée d'une génération moyenne. En 1892, l'âge moyen des parents à la naissance d'un enfant légitime étant 31 ans et demi (31 ans 10 mois d'après un calcul sommaire), on avait cru devoir adopter comme multiplicateur de l'annuité successorale le chiffre 32 qu'on avait forcé jusqu'à 35.

En 1906, l'âge des parents à la naissance des enfants n'est plus que 31 ans en moyenne (31 ans 4 mois par le calcul sommaire).

Les calculs précédents, basés sur le nouveau tableau de l'enregistrement, laissent supposer que le multiplicateur de l'annuité successorale doit être inférieur et non supérieur au chiffre qui représente la durée de la génération.

Il est probable d'ailleurs que si le classement par âge des auteurs de successions était connu en relation avec l'importance des successions, ainsi que le réclame M. Bertillon, on obtiendrait des multiplicateurs différents suivant la valeur des successions et, par conséquent, l'évaluation des fortunes privées acquerrait plus de précision.

En résumé, l'évaluation des fortunes à l'aide de l'annuité successorale s'appuierait sur une base meilleure si l'Administration de l'enregistrement publiait quelque jour un tableau faisant connaître les valeurs transmises réparties suivant le sexe et l'âge tant des auteurs de succession que des héritiers, en ayant soin d'augmenter le nombre des coupures d'âge, surtout au-dessous de 25 ans. Lucien MARCH.
